



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Interurbain Isère

Lundi 22 avril 2024

Face à la répression d'État et à la violence patronale, faisons bloc

Jeudi 18 avril, Jean-Paul Delescaut, secrétaire de l'Union départementale CGT du Nord, a été condamné un an de prison avec sursis et 5 000 euros d'amende pour « apologie du terrorisme ». Ce militant syndical était poursuivi en raison d'un tract écrit collectivement et diffusé le 10 octobre dernier, trois jours après l'attaque du Hamas contre Israël. Cette condamnation sonne comme un avertissement à toutes celles et ceux qui expriment leur solidarité avec le peuple palestinien, écrasé sous les bombes à Gaza depuis plus de six mois et victime depuis 75 ans d'oppression coloniale.

La criminalisation du soutien au peuple palestinien

« Les horreurs de l'occupation illégale se sont accumulées. Depuis samedi [7 octobre], elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées » : c'est ce passage du tract qui a permis à la justice d'estimer que le tract « constituait une légitimation d'un attentat de masse sous couvert d'une analyse historique ». Jean-Paul Delescaut n'est pas un cas isolé. Rima Hassan, candidate LFI aux élections européennes, est convoquée par la police le 30 avril, elle aussi pour « apologie du terrorisme », juste après l'interdiction de la réunion publique en solidarité avec la Palestine qu'elle devait tenir à Lille en compagnie de Jean-Luc Mélenchon. C'est aussi le cas de Siham Assbague, journaliste et militante antiraciste, ou encore d'Anasse Kazib, cheminot, militant révolutionnaire et syndicaliste à Sud Rail, et de bien d'autres. Selon le ministère de la Justice, 600 procédures étaient en cours en janvier 2024 pour « apologie du terrorisme » ou « provocation à la haine raciale ». Il s'agit d'une véritable inflation répressive, qui vise à faire taire toute contestation et qui s'appuie sur une indignation bien sélective. Car à ce jour, aucune poursuite n'a été engagée contre ceux qui légitiment le génocide en cours à Gaza, qui a déjà fait plus de 34 000 morts sous les bombes, dont un tiers d'enfants, et se poursuit par une famine organisée.

Une dérive autoritaire contre toute forme de contestation

Cette répression contre celles et ceux qui soutiennent le peuple palestinien est un pas supplémentaire dans le cours autoritaire et liberticide du gouvernement Macron. Manifestations et réunions politiques interdites, militants convoqués par la police, lycéennes et lycéens mis sous surveillance, sportifs,

chercheurs, universitaires, écrivains, cinéastes blacklistés, adjoint au maire privé de son mandat... le gouvernement affute ses armes répressives pour les employer demain à plus grande échelle contre une contestation sociale qu'il a toutes les raisons de craindre.

Car après les annonces de coupes budgétaires dans les services publics, qui vont peser particulièrement sur les classes populaires, après la nouvelle attaque contre les droits des chômeurs, le patronat poursuit l'offensive avec l'annonce de centaines de licenciements. Alors même que les actionnaires se gavent de dividendes, ce sont les fermetures d'usines qui sont promises aux travailleurs. Stellantis fait planer la menace sur plusieurs usines du groupe. ExxonMobil annonce la vente de plusieurs sites et la suppression de 677 emplois à Gravenchon (Seine-Maritime). Et maintenant, c'est au tour de Sanofi d'annoncer 300 emplois supprimés.

Le gouvernement n'est pas en reste, avec son ministre de la Fonction publique, Guérini, qui annonce que les licenciements ne seront plus « tabous » dans la fonction publique. En réalité, des licenciements de fonctionnaires, il y en a déjà sur des motifs disciplinaires. Mais le gouvernement use de bien d'autres méthodes pour réduire les effectifs, entre gel des embauches et dégradation des conditions de travail pour pousser dehors des travailleuses et travailleurs exténués.

Alors oui, il y a bien des raisons de se révolter et de s'organiser contre ce monde barbare qu'engendre le capitalisme et la loi du profit. Et pas question d'accepter de se laisser bâillonner.

L'édito en vidéo ici :



Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

WEB : www.nouveaupartianticapitaliste.fr | INSTAGRAM : @npanouveaupartianticapitaliste | TWITTER : @NPA_NouvParAnti

Imp.Spé.NPA



SELMA LABIB
CONDUCTRICE DE BUS

POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES NI PATRONS

Européennes 2024

URGENCE RÉVOLUTION!



GAËL QUIRANTE
POSTIER

NAO KPA : clap de fin

Les ultimes propositions de la direction sont tombées... et c'est maigre ! Au-delà de l'augmentation conventionnelle, il n'y aura que 1,6% pour un total de 4,5% en tout, 100,10 euros en plus sur la paie, qui reste malgré tout en dessous de l'inflation INSEE 2023 (4,9 %). Nous passons d'un taux horaire de 12,44 à 13 euros, mais au 1^{er} juin, d'ici là, il faudra se contenter des 12,79 euros du (nouveau) minimum conventionnel. On pourrait croire qu'avec ou sans mobilisation, on obtient la même chose... Sauf à considérer que dans le contexte (pénurie de conducteurs et inflation massive), on aurait évidemment obtenu plus, en nous organisant et en faisant grève, comme en janvier 2023.

Remise des médailles du 110m haies

13,39 aux VFD ; 13,29 à la Régie de l'Ain ; 13,21 à Berthelet et 13,00 à KPA. Voilà le podium (incomplet) des NAO pour l'année 2023 dans notre secteur. Si on compte les primes diverses et variées (qu'il faudrait intégrer à ces taux horaires pour que les variables augmentent) nos rémunérations se valent globalement. L'unification de nos salaires par le haut ne pourra se faire à coup de négociations isolées (et sans grèves) les unes des autres chacun dans nos entreprises. Elle passera forcément par l'unification de nos luttes !

Droit de retrait sur le réseau M'Tag

Lundi soir, un bus a été ciblé par des tirs à Grenoble. Heureusement, seul le conducteur était à bord et il n'a pas été touché. Les collègues, ceux de M'Tag mais aussi ceux des entreprises d'interurbain qui exploitent en sous-traitance une partie du réseau, se sont mis en droit de retrait pour leur sécurité, et ils ont eu raison. Réflexe attendu, la préfecture a déjà dégainé ses solutions répressives : plus de flics et de la vidéosurveillance. Ce serait pourtant de prévention dont on aurait besoin, notamment en réintroduisant sur les lignes les agents dont c'était le métier.

Dans nos bus, nous sommes aux premières loges de la violence que produit cette société injuste. Plus de répression ne réglera pas le problème à la racine, cela peut même le faire empirer. C'est bien aux causes sociales de cette violence qu'il faut s'attaquer.

*Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !
Ne pas jeter sur la voie publique*



Selma Labib
@SelmaLabib

"Sans nous, rien ne roule !" : les collègues de Keolis Argenteuil-Boucles de Seine se sont mis en grève depuis lundi pour réclamer des augmentations de salaires.

Keolis, Transdev, RATP... On aura tout à gagner à s'y mettre tous ensemble !

*Retrouve notre article complet
sur la grève à Keolis Argenteuil
Boucles de Seine ici :*



Examen oral au Medef : Bardella premier de sa classe

Jeudi 18 avril, sept têtes de liste des élections européennes ont participé à un « Grand oral » organisé par le Medef pour détailler leur programme économique à un parterre de grands patrons, qui veulent comme toujours moins de normes et plus de subventions publiques. Le candidat du RN, Jordan Bardella, a déclaré d'emblée qu'il était là pour « rassurer » le monde des affaires et a passé son temps à flatter les patrons... Il a promis que les députés lepénistes au Parlement européen seront aussi dociles que les autres face aux réclamations du grand capital. Racisme et démagogie quand il s'adresse aux classes populaires, courbettes et flatteries quand il s'adresse au patronat : le RN marche bien sur ses deux jambes dans cette campagne.

L'ESPRIT DES J.O. MIS À L'HONNEUR PAR PARIS DES ÉPREUVES PARALYMPIQUES TOUTE L'ANNÉE



*En région parisienne, à peine 15% des
stations de métro sont accessibles aux
personnes à mobilité réduite*